

nature à éviter une confusion que l'on retrouve souvent. Si on considère que le rendement du secteur privé en général laisse à désirer on a raison alors de chercher à renforcer l'ensemble de l'industrie domestique, qu'il s'agisse de firmes nationales ou de filiales et succursales de sociétés étrangères. On est donc d'avis, dans ces conditions, que le milieu économique lui-même n'est pas propice à un rendement satisfaisant des entreprises et on essaie de l'améliorer. Mais on laisse alors entiers certains problèmes comme la prise de décision à l'extérieur du pays et ses conséquences, la survie d'entreprises nationales, les limitations imposées à l'exportation des filiales, la poursuite d'un certain nombre d'objectifs de la politique étrangère ou de la stratégie industrielle, etc., car si l'on cherche à contrebalancer les effets de la présence d'un grand nombre d'entreprises étrangères dans un pays, ce n'est pas l'ensemble du secteur privé que l'on doit chercher à renforcer mais les entreprises nationales. Un tel renforcement exige alors de la part du gouvernement la pratique d'une discrimination en leur faveur et plusieurs gouvernements ne sont pas disposés à aller jusque là. Enfin, on peut noter qu'il y a une différence entre le renforcement de l'industrie nationale avant l'arrivée massive des firmes étrangères, comme le Japon l'a fait par exemple, et le renforcement de l'industrie nationale que l'on tente de faire une fois que les entreprises multinationales sont solidement implantées, comme ce serait le cas au Canada et dans une moindre mesure dans quelques pays d'Europe. Le succès risque d'être beaucoup plus problématique dans le second cas.

E) Les perspectives en matière d'accords internationaux

Le dernier grand type de politiques adoptées à travers le monde à l'égard de la firme plurinationale a consisté dans la recherche d'accords internationaux, bilatéraux ou multilatéraux. Compte tenu de ce qui a été réali-